

Paris, le 12 avril 2017

Monsieur le directeur,


Je vous remercie de l'intérêt que vous manifestez envers les propositions que je porte dans cette campagne au nom de la France Insoumise.

Notre programme est disponible en librairie aux éditions du Seuil (3€) et des livrets thématiques qui le complètent sont disponibles sur le site internet *avenirencommun.fr*. Vous me demandez si nous souhaitons nous engager sur la proposition du Manifeste pour décarboner l'Europe .

Je vous prie de m'excuser de ne pas pouvoir répondre personnellement compte tenu du soin que cet exercice implique. En fait je suis absorbé par les actions de la campagne électorale.

Jacques Généreux, économiste, et Charlotte Girard, juriste, ont coordonné l'élaboration du programme « *L'avenir en commun* » et des livrets thématiques qui le complètent. C'est à eux, personnalités universitaires, engagées dans le combat progressiste à travers leur contribution intellectuelle et leur action personnelle, que j'ai confié le soin de répondre le plus précisément possible à votre sollicitation.

Avec mes salutations républicaines,



Monsieur,

Vous avez soumis à Jean-Luc Mélenchon une proposition d'engagement suite à l'appel du Manifeste pour décarboner l'Europe et nous vous en remercions. Nous souhaitons vous apporter une réponse détaillée sur notre position en faveur de la lutte contre le changement climatique, aux niveaux national comme européen et international.

Il s'agit de commencer par un constat. La limite impérative d'élévation des températures à un maximum de 1,5° C par rapport à l'époque préindustrielle est déjà quasiment atteinte. Le seuil symbolique de 400 parties par million (ppm) de CO₂, jamais franchi depuis 23 millions d'années, a été dépassé, selon l'Organisation météorologique mondiale. De plus, les engagements individuels pris par les États dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat (COP 21) ne permettront pas de respecter cette limite. Nous sommes entrés dans l'ère de l'anthropocène, un âge où les activités de l'être humain modifient la biosphère et le climat.

Nous nous engageons à faire de la France un pays moteur de la transition énergétique. Nous nous fixons pour objectif d'atteindre 100 % d'énergies renouvelables en France et de diminuer par 4 nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 en sortant du nucléaire et des énergies fossiles.

Dans les instances multinationales et bilatérales, la France défendra la nécessité de lutter contre le réchauffement climatique. Elle proposera les principes de la planification écologique, des échanges de savoir-faire et de bonnes pratiques, ainsi que le principe de non-régression et la reconnaissance de la notion de crime contre la nature (écocide). Il sera procédé à un audit des conventions, textes, directives et autres traités auxquels la France est partie prenante, au regard de leur compatibilité avec des objectifs de planification écologique. Il conviendra de renégocier ou de refuser ceux des accords européens et internationaux qui contribuent à l'accroissement de la crise écologique (exemples : CETA, TAFTA, TISA) et d'appliquer pleinement les engagements en faveur de l'environnement.

**La France
insoumise**

jlm2017.fr

Jean-Luc
MÉLENCHON

 @JLMelenchon

 JLMelenchon

Dossier suivi par :

Nous nous engageons évidemment à défendre ces principes également au niveau européen. Toutefois, comme le soulignent certains des signataires eux-mêmes, les seules logiques des actionnaires et de la maximisation des dividendes sont incompatibles avec un objectif de décarbonation de l'Europe. Or, ces logiques libérales sont au cœur des traités européens actuels. Les quelques directives européennes positives d'un point de vue écologique datent pour l'essentiel d'avant l'amplification des politiques austéritaires. Le fiasco retentissant du marché de carbone est par ailleurs la preuve, concrète, que nous ne pouvons faire reposer la lutte contre le changement climatique sur les mécanismes de marché.

Nous ne nous contenterons donc pas de "plaider avec détermination au Conseil", mais nous proposerons une refondation de l'Europe sur des bases permettant de lutter concrètement contre le réchauffement climatique. Nous proposerons par exemple de mettre fin à l'indépendance de la BCE et de passer d'un objectif de seule lutte contre l'inflation à un objectif d'action en faveur de l'emploi et de la transition écologique. Celle-ci nécessite en effet d'importants investissements publics, notamment dans le domaine des énergies renouvelables, ce qui est incompatible dans une Europe qui privilégie la rigueur budgétaire à l'anticipation et la prévention des changements climatiques à venir. Nous proposerons également de mettre en place un protectionnisme solidaire pour imposer que les produits importés en Europe respectent des critères sociaux et environnementaux.

Nous mettrons également les entreprises stratégiques pour la transition écologique à l'abri des logiques de profit de court terme en les socialisant afin de constituer des pôles publics, investissant sur le long terme et développant des relations de coopération et non de concurrence avec les PME innovantes.

Pour que l'Union européenne parvienne à un niveau d'émissions nettes de gaz à effet de serre aussi proche que possible de zéro en 2050, pour qu'elle soit sauvegardée face aux défis du changement climatique, de la préservation des ressources naturelles et de l'indépendance énergétique, et pour qu'elle soit pionnière et leader d'une économie durable, nous défendrons donc sa réorientation radicale. Si les propositions de la France ne sont pas acceptées, nous proposerons par référendum la sortie de l'Union européenne et travaillerons à construire de nouvelles coopérations avec nos voisins européens, résolument orientées vers la défense de la transition écologique et la protection de nos droits sociaux.

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, je vous invite également à retrouver l'ensemble du programme de la France insoumise, *L'avenir en commun*, en librairie ou à l'adresse suivante : <https://avenirencommun.fr/>.

Charlotte Girard
Co-responsable du programme de la France Insoumise